

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1133>

Comment une poignée d'entreprises françaises pillent l'Afrique

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 15 octobre 2009

Mis à jour le : vendredi 16 octobre 2009

UGTG.org

Comment une poignée d'entreprises françaises pillent l'Afrique

Le message de [l'Association SURVIE](#)

Diplomatie élyséenne, entreprises françaises et dictateurs africains : la Françafrique se veut « décomplexée » avec Nicolas Sarkozy. Les mécanismes du pillage systématique des ressources africaines tournent à plein régime au mépris du développement économique et démocratique de l'Afrique.

L'impérialisme économique, un système hérité de la période coloniale

La colonisation de l'Afrique avait notamment pour objectif l'exploitation des matières premières du continent qui, transformées en métropole (NB. Africamaat a l'habitude d'éviter ce mot « métropole » et lui préfère « France hexagonale »), permettaient la satisfaction des besoins de celle-ci et l'enrichissement de ses entreprises, tout en procurant à ces dernières d'importants débouchés. Si nombre de leaders indépendantistes ont remis en cause ce « pacte » colonial », l'Etat français a tout fait pour torpiller ces revendications et progressivement créer les conditions institutionnelles du maintien de la tutelle économique sur les Etats nouvellement indépendants et ainsi préserver les sources d'approvisionnement des entreprises françaises. **« Notre ligne de conduite, c'est celle qui sauvegarde nos intérêts et qui tient compte des réalités. Quels sont nos intérêts ? Nos intérêts, c'est la libre exploitation du pétrole et du gaz que nous avons découvert ou que nous découvrirons »** De Gaulle, le 5 septembre 1961. **Hier comme aujourd'hui, il y a une association étroite entre la haute administration française et l'oligarchie financière : l'homme politique et l'homme d'affaires.**

La perpétuation du « pacte colonial » repose depuis 1960 sur :

[-] La mise à la tête des pays africains de dirigeants fidèles à la France et qui partagent avec elle la rente liée à l'aide au développement et au pillage des ressources naturelles.

[-] Des accords de coopération économique, financière et monétaire qui lient la France avec ses anciennes colonies (en plus 'accords politiques, militaires et de défense)

[-] Des accords sur les matières premières stratégiques (pétrole, uranium, phosphate...) assurant un accès exclusif aux entreprises françaises

[-] Des prix des matières premières fixés par la France, en dessous des cours mondiaux

[-] Une aide dite « liée » : la France finançant des projets d'aménagement à condition que leur mise en oeuvre échoit aux entreprises françaises

[-] Le Franc CFA qui permet de contrôler les politiques monétaires des pays de la zone franc

[-] Des interventions plus ou moins directes lorsque les intérêts français sont menacés :

Comment une poignée d'entreprises françaises pillent l'Afrique

- Assassinat d'Olympio au Togo en 1963 qui voulait sortir de la Zone franc
- Coup d'Etat contre Amani Diori au Niger en 1974 qui voulait revaloriser le prix de l'uranium
- Financement de la guerre au Congo-Brazzaville en 1997 et renversement de Lissouba qui voulait renégocier le prix du pétrole des économies africaines spécialisées dans l'exportation de matières premières avec absence de transformation sur place la captation des marchés africains grâce aux Plans d'ajustement structurels du FMI qui poussent à la libération des économies la signature d'Accords de Partenariat Economique (APE) avec l'UE qui favorisent l'ouverture des frontières aux produits européens bénéficiant parfois de subventions de l'UE (concurrence déloyale) la spirale de la dette qui est gérée par le « Club de Paris » (NB. Il est clair pour Africamaat que c'est l'Europe et en particulier la France qui est débitrice. La « dette » n'est pas africaine mais européenne, et surtout française : esclavage, razzias négrières, colonialisme, néo-colonialisme, françafrrique, mafiafrrique)

« Economiquement, la France n'a pas besoin de l'Afrique » ?

Contrairement à la déclaration de Nicolas Sarkozy, l'Afrique représente une part non négligeable dans le commerce extérieur français. Les chiffres, Afrique = 5,5% des exportations et 4,5% des importations françaises, ne permettent pas d'avoir une vision globale pour mesurer l'importance de l'Afrique pour les entreprises françaises. Le volume des échanges ne rend pas, par exemple, compte de leur rentabilité. Ainsi en 2000, les entreprises françaises ont réalisé presque autant de bénéfice sur les exportations à destinations de l'Afrique (40 milliards de francs) que sur les exportations vers les USA (50 milliards de francs) pour un volume d'exportation quatre fois inférieur (150 milliards de francs contre 600). La rentabilité serait de 5% seulement dans l'eau potable, autrefois très profitable, mais de 13 à 15% dans l'électricité et de 20 à 25% dans les télécommunications.

L'équipe de Sarkozy à l'assaut des marchés africains.

La vente, chapeauté par Nicolas Sarkozy, d'un réacteur nucléaire au dictateur libyen Mouammar Kadhafi, l'inauguration d'une nouvelle plate-forme pétrolière Total au Congo par Alain Joyandet, ou encore la visite de Nicolas Sarkozy en Angola (mai 2008) ont rythmé la « diplomatie business ».

Premier producteur de pétrole brut africain, cinquième producteur mondial de diamants, l'Angola avec plus de 24% de croissance en 2007, représente sans aucun doute pour Nicolas Sarkozy, un partenaire de choix pour la France. Autour de président en visite officielle, une délégation « diplomatique » composée d'une kyrielle de grands patrons venus signés des contrats pour une prédation à la française, très diversifiée : Total pour le pétrole, Thalès pour les télécommunications, Castel et ses brasseries. Egalement du voyage : la Société Générale, Air France et bien sûr le groupe Bolloré.

Les poids lourds du CAC 40 ou les plus grandes fortunes de France sont présents en Afrique :

B. Arnault (LVMH), Bouygues, Bolloré, Pinault (CFAO), Seillière (Bureau Veritas), J. Saadé (CMA-CGM), R. Zaleski (Eramet), Lafarge, TOTAL, Technip, Vinci, Véolia, BNP Paribas, Natexis, Crédit Agricole, Alcatel, Gaz de France, Michelin, Alstom, Air-France-KLM, ... liste non exhaustive à laquelle il faudrait rajouter les marchands d'armes par exemple.

Complément d'infos :

contact@survie.org

<http://survie.org>